



Déclaration liminaire au CTSD du 3 septembre 2020

Cette rentrée revêt un caractère tout à fait inédit à plus d'un titre. Aux conséquences sanitaires de la crise, s'ajoutent des conséquences économiques

La FSU revendique d'autres priorités pour notre société: la préservation de l'emploi, la création d'emplois pérennes notamment pour les jeunes, le développement des services publics et des industries nécessaires à la réponse aux besoins en biens et services et prenant en compte l'urgence écologique.

Il est impératif d'augmenter les salaires, les traitements, les pensions et les minima sociaux.

Un énième « plan de relance » qui ne remettrait pas en cause ces politiques, ne pourrait conduire qu'à une aggravation de la crise sociale, économique et écologique. La crise sanitaire a mis en évidence qu'il était nécessaire de changer la politique économique et sociale.

Développer les services publics, abandonner les réformes régressives comme celles des retraites, du chômage, augmenter les salaires, lutter contre la précarité et la pauvreté doivent devenir les priorités de notre gouvernement. C'est pourquoi la FSU67 appelle à faire de la journée du 17 septembre une première journée d'action pour imposer le changement nécessaire.

En juin, suite au départ de l'IA-DASEN, le CTSD était reporté à la fin août ce que la FSU pouvait comprendre. Cependant dans la situation actuelle compliquée à gérer pour tous, le choix du report du CTSD au 3 septembre ne fait qu'engendrer du stress à un moment où, il aurait été nécessaire de ne pas en rajouter. . Nous déplorons siéger alors que les classes sont déjà ouvertes sur le terrain. Quel rôle laissez-vous aux représentants des personnels ?

Comment revenir sur des fermetures que vous avez prononcé en avril dont la situation aurait évolué à la rentrée, comment revoir des situations d'école où vous n'avez pas tenu compte des élèves en ULIS dans les effectifs alors que le code de l'éducation indique dans l'article L.351.1 que « Les élèves accompagnés dans le cadre de ces dispositifs sont comptabilisés dans les effectifs scolarisés ».

Que penser d'un ministre qui fait entrer deux écoles dans le réseau prioritaire trois jours avant la rentrée sans prévoir de dotation supplémentaire en enseignants pour permettre l'ouverture des classes ?

De plus, la CAPD des promotions à la Hors classe ne s'est toujours pas tenue, alors qu'avec le gel du point d'indice, c'est pour les collègues la seule perspective de voir leur salaire augmenté. La FSU 67 veut pleinement jouer son rôle dans ces deux instances et n'accepte pas que vous les transformiez en instances d'enregistrement.

Pour la FSU, préparer la rentrée, c'est anticiper ! Si le gouvernement pouvait avoir l'excuse d'une situation inédite pendant la période de confinement et de reprise maintenant ce n'est plus le cas.

L'épidémie est toujours présente mais les différents types d'organisation de notre travail ont été arrêtés.

Ordre et contre ordre annoncés dans les médias, ne peuvent être la manière de gérer les agents d'un grand ministère comme l'Education nationale. Une nouvelle fois, alors que le protocole sanitaire avait été diffusé, celui-ci est modifié le 26 août pour être ensuite complété par des recommandations le 28 août, que suivront strictement les chefs d'établissement et directeurs, conscients de leur responsabilité. On fait croire à de la souplesse, de l'autonomie dans un ministère où le fonctionnement est pyramidal. Cela ne fait que créer du désordre et de l'insécurité.

Compter sur l'organisation d'évaluations nationales en début d'année pour la mise en place du suivi personnalisé des élèves est une injure à la professionnalité des collègues. Tout comme la mise en ligne d'un plan de continuité pédagogique, particulièrement prescriptif, qui standardise le travail et transforme les enseignant-es en de simples exécutant-es.

Cette rentrée, si particulière nécessitera beaucoup d'attention pour permettre aux élèves de renouer avec l'école, avec le groupe, avec les apprentissages, avec l'envie de revenir à l'école. A quoi riment des évaluations « hors sol », déjà controversées en temps normal, dans ce contexte extraordinaire où certains élèves n'ont pas été scolarisés depuis six mois ? Où est l'école de la bienveillance si souvent prônée, où est l'école de la confiance si souvent scandée par notre ministre !

Alors que le protocole sanitaire nécessitera une attention de tous les instants et que les organisations pédagogiques exigeraient de pouvoir prendre les élèves en petits groupes, il aurait fallu augmenter à hauteur des besoins réels le nombre d'adultes dans les écoles : enseignant-es, AESH, RASED... . L'école de notre pays continue de souffrir d'un sous-investissement chronique en regard des pays comparables de l'OCDE. Aujourd'hui, de manière accrue, elle a besoin d'effectifs réduits dans toutes les classes, d'une véritable formation continue ou encore d'un équipement informatique fonctionnel pour les personnels

Les mots de remerciement de notre ministre sont ressentis par nos collègues comme des provocations quand leur travail et leur professionnalisme sont mis en doute en permanence. Les enseignant-es sont les expert-es de leur métier comme ils et elles l'ont prouvé en assurant seul-es la continuité du service public d'éducation dès le premier jour du confinement.

Les choix de ce ministre dans l'organisation de notre travail, ses injonctions qui nient notre professionnalisme qui réduisent notre autonomie, et rognent systématiquement notre liberté pédagogique nous font courir des risques psycho-sociaux importants. Ce management autoritaire détruit les collectifs de travail qui ont fait leurs preuves et assuré le lien pédagogique à tout prix. Il est indigne des enseignants de notre pays.